



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2576>

Intervention Marc Rollin - th. 3

Catalogue

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Les congrès du SNES - Congrès de Rennes 2018 - Interventions de l'ÉE au cours du congrès de Rennes



L'École Émancipée

Depuis la tenue du référendum d'autodétermination du 1er octobre, la répression n'a cessé de s'amplifier en Catalogne. De nombreuses protestations citoyennes contre ses inculpations ont eu lieu sur l'ensemble du territoire. Mais, avec l'arrestation du président de la Catalogne en exil, les manifestations se sont amplifiées, avec notamment l'organisation de barrages routiers et autoroutiers. Des heurts ont eu lieu à Barcelone et Lleida où la police a fortement réprimé.

Dans le cadre de cette répression, outre des indépendantistes et des dirigeant.es (qui risquent jusqu'à 30 ans de prison pour « rébellion » et « sédition »), ce sont des dizaines de militant.es qui sont poursuivi.es et qui risquent des peines de prison dans le cadre de la loi liberticide Mordaza qui prévoit, par exemple, 600Euros d'amende pour photographier un policier en service pendant une manifestation, 30000Euros pour protester devant un parlement national ou régional. La dérive autoritaire de l'Etat espagnol est inacceptable pour un pays européen dit « démocratique ».

Depuis l'instauration de l'article 155 en Catalogne, les trois partis majoritaires, Partido Popular, PSOE et Ciudadanos, n'ont cessé d'entraver le retour au fonctionnement normal des institutions catalanes. Ils n'ont pas reconnu le résultat des élections démocratiques du 21 décembre et ont successivement bloqué l'investiture de Carles Puigdemont, de Jordi Sànchez i Picanyol et de Jordi Turull i Negre.

Quant à l'Union européenne, elle a sans cesse rappelé son soutien total au gouvernement espagnol et refuse de reconnaître les aspirations des catalan.es au droit à l'autodétermination, au droit à disposer d'eux et d'elles-mêmes. L'UE refuse même de reconnaître la souveraineté du Parlement catalan démocratiquement élu et la légitimité Puigdemont, président de la Generalitat. Pire, l'Allemagne vient de collaborer avec les services secrets espagnols pour arrêter Puigdemont et pourrait l'extrader.

Comme nous l'avions déjà fait à la CAN, pour nous, le SNES-FSU devait, dans ce congrès, écrire et dire sa solidarité avec le peuple catalan en reconnaissant son droit à l'autodétermination, en exigeant le respect du vote démocratique, en condamnant la répression qui n'a cessé de s'exercer en Catalogne et en demandant la libération immédiate de Carles Puigdemont et de tou.te.s les emprisonné.es politiques. C'était le sens de notre amendement n°38 que nous retirons puisque le rapporteur a intégré la libération des prisonniers mais nous regrettons que la mention de l'éventuelle extradition de Puigdemont par l'Allemagne ne soit pas reprise car cela signifierait son emprisonnement à peine arrivé sur le sol espagnol. Cela serait donc un paradoxe dans notre raisonnement.

Enfin, cette intervention ne doit pas nous faire oublier le cas de la Nouvelle-Calédonie qui, comme vous le savez, est appelée à répondre à la question suivante : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Espérons que, en fonction des résultats, la France ne se comporte pas comme l'Etat espagnol.